



Deuxième Commission permanente
Développement durable,
financement et commerce

C-II/128/DR-am
11 mars 2013

COMMERCE ÉQUITABLE ET MÉCANISMES NOVATEURS DE FINANCEMENT POUR UN DÉVELOPPEMENT DURABLE

Amendements à l'avant-projet de résolution révisé présentés dans les délais statutaires par les délégations du Canada, de la Chine, du Congo, de Cuba, de l'Espagne, de la France, de l'Inde, de l'Indonésie, de l'Iran (République islamique d'), des Philippines, de la République arabe syrienne, de la République de Corée, de la Roumanie, de la Suède, de la Suisse et par la sénatrice Sonia Escudero (Argentine)

PREAMBULE

Nouvel alinéa 1

Ajouter au début du préambule un nouvel alinéa comme suit :

1) sachant que l'élimination de la pauvreté, l'abandon des modes de consommation et de production non viables en faveur de modes durables, ainsi que la protection et la gestion des ressources naturelles sur lesquelles repose le développement économique et social sont à la fois les objectifs premiers et les préalables indispensables du développement durable, et réaffirmant que, pour réaliser le développement durable, il faut : encourager une croissance économique soutenue, partagée et équitable; créer davantage de possibilités pour tous; réduire les inégalités; améliorer les conditions de vie de base; encourager un développement social équitable pour tous; promouvoir une gestion intégrée et durable des ressources naturelles et des écosystèmes qui contribue, entre autres, au développement économique, social et humain sans méconnaître la protection, la régénération, la reconstitution et la résistance des écosystèmes face aux défis existants et nouveaux,

(Cuba)

Nouveaux alinéas 1, 2, 3 et 4

Ajouter au début du préambule quatre nouveaux alinéas comme suit :

1) rappelant la Déclaration de Stockholm de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement humain adoptée en juin 1972 à Stockholm, les principes de la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement et Action 21, adoptés lors de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, également connue sous le nom de Sommet de la Terre, dont le principe des responsabilités communes mais différenciées, formulé au principe 7 de la Déclaration de Rio, et le Plan d'application du Sommet mondial sur le développement durable tenu à Johannesburg en 2002,

2) rappelant aussi la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, également connue sous le nom de Rio+20, tenue en juin 2012, où a été renouvelé l'engagement de toutes les parties en faveur du développement durable tel qu'il a été énoncé lors des Conférences et Sommets mentionnés ci-dessus en vue de promouvoir un avenir durable sur les plans économique, social et environnemental pour notre planète comme pour les générations actuelles et futures,

3) rappelant en outre que Rio+20 a reconnu que l'élimination de la pauvreté, l'abandon des modes de consommation et de production non viables en faveur de modes durables, ainsi que la protection et la gestion des ressources naturelles sur lesquelles repose le développement économique et social étaient à la fois les objectifs premiers et les préalables indispensables du développement durable,

4) considérant que Rio+20 a réaffirmé en outre la nécessité d'encourager une croissance économique soutenue, partagée et équitable, de créer davantage de possibilités pour tous; de réduire les inégalités; d'améliorer les conditions de vie de base; d'encourager un développement social équitable pour tous; de promouvoir une gestion intégrée et durable des ressources naturelles et des écosystèmes qui contribue, entre autres, au développement économique, social et humain sans méconnaître la protection, la régénération, la reconstitution et la résistance des écosystèmes face aux défis existants et nouveaux,

(Inde)

Alinéa 1

Modifier l'alinéa existant comme suit :

1) affirmant que le commerce équitable vise deux objectifs, à savoir : offrir de vraies perspectives de développement aux petits producteurs et travailleurs des pays en développement; et exercer sur le système commercial mondial et les entreprises privées un impact positif qui les incite à se tourner davantage vers la justice et à être plus favorables au développement durable, ~~tout ceci~~ **et notant que les initiatives pour le commerce équitable étant doivent être** étroitement reliées aux politiques de **l'Organisation internationale du Travail (OIT)**,

(Canada)

Modifier l'alinéa existant comme suit :

1) affirmant que le commerce équitable vise deux objectifs, à savoir : ~~offrir de vraies perspectives de développement aux~~ **assurer sur le long terme le progrès économique et social des** petits producteurs et ~~travailleurs~~ **salariés** des pays en développement; et exercer sur le système commercial mondial et les entreprises privées un impact positif qui les incite à se tourner davantage vers la justice et à être plus favorables au développement durable, tout ceci ~~étant étroitement relié aux~~ **en conformité avec les normes et** politiques de l'OIT,

(France)

Modifier l'alinéa existant comme suit :

1) affirmant que le commerce équitable vise deux objectifs, à savoir : offrir de vraies perspectives de développement aux petits producteurs et travailleurs des pays en développement; et exercer sur le système commercial mondial et les entreprises privées un

impact positif qui les incite à se tourner davantage vers la justice, **à être socialement inclusifs** et à être plus favorables au développement durable, ~~tout ceci étant étroitement relié aux politiques de l'OIT,~~

(Inde)

Alinéa 2

Modifier l'alinéa existant comme suit :

2) réalisant qu'il est amplement démontré que le commerce équitable a un impact positif sur les profits des paysans et des travailleurs des pays en développement ~~et sur leur capacité à procurer des emplois aux pays développés,~~ **sur la création d'emplois** et ~~à contribuer au~~ **sur le** développement durable,

(Cuba)

Modifier l'alinéa existant comme suit :

2) ~~réalisant qu'il est amplement démontré~~ **consciente** que le commerce équitable a un impact positif sur les ~~profits~~ **revenus** des ~~paysans~~ **producteurs** et des travailleurs des pays en développement et **ainsi que** ~~sur leur capacité à procurer des~~ l'emplois ~~aux~~ **dans les** pays développés et ~~à contribuer au~~ **sur le** développement durable,

(France)

Modifier l'alinéa existant comme suit :

2) réalisant qu'il est amplement démontré que le commerce équitable a un impact positif sur les profits des paysans et des travailleurs des pays en développement ~~et sur leur capacité à procurer des emplois aux pays développés~~ **et sur la création d'emplois productifs,** et **à qu'il** contribuer au développement durable,

(Inde)

Modifier l'alinéa existant comme suit :

2) réalisant qu'il est amplement démontré que le commerce équitable a un impact positif sur les profits ~~des paysans~~ et des travailleurs des pays en développement et sur leur capacité à procurer des emplois aux pays développés et à contribuer au développement durable,

(Indonésie)

Alinéa 3

Supprimer l'alinéa existant.

(Inde, Indonésie)

Modifier l'alinéa existant comme suit :

3. rappelant l'Accord de partenariat entre les membres du groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) et la Communauté européenne et ses Etats Membres, signé à Cotonou le 23 juin 2000 (Accord de Cotonou) et modifié à Luxembourg le 25 juin 2005 **et à Ouagadougou le 22 juin 2010**, et en particulier son article 23 i) dans lequel les parties souscrivent à la promotion du commerce équitable, ~~ainsi que le Compendium des stratégies de coopération y afférent qui prévoit en son article 64 que "[l]a coopération fournira un appui~~

~~aux groupes de producteurs dans les pays en développement et aux ONG de l'Union européenne dans le cadre des dotations budgétaires et des ressources du FED [et que] cet appui servira à financer le lancement de nouvelles lignes de produits, de campagnes de sensibilisation des consommateurs et d'actions éducatives et de renforcement des capacités"; et que la réalisation des objectifs du commerce équitable est liée aux besoins et exigences du développement durable; et insistant sur le respect des principes du commerce équitable, en particulier dans le contexte du dialogue, de la transparence, du respect et de l'égalité dans le commerce international,~~

(France)

Alinéa 4

Modifier l'alinéa existant comme suit :

4) rappelant en outre le Consensus de São Paulo adopté à la onzième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) tenue à São Paulo du 13 au 18 juin 2004 **et les décisions prises lors du Sommet de Rio+20 tenu en juin 2012 au Brésil et énoncées dans le Document final "L'avenir que nous voulons"**, où l'on indique que, étant donné la dimension sociale et humaine de la mondialisation, "les stratégies de développement doivent être formulées avec l'objectif de ~~réduire autant que faire se peut les conséquences sociales négatives de ce phénomène et d'en optimiser les incidences positives, tout en veillant à ce que tous les groupes de la population en bénéficient~~",... **promouvoir une croissance économique soutenue et inclusive, le développement social et la protection de l'environnement et, partant, l'intérêt de tous, et d'intégrer davantage les aspects économiques, sociaux et environnementaux du développement durable à tous les niveaux, en tenant compte des liens qui existent entre ces divers aspects, de façon à assurer un développement durable dans toutes ses dimensions"**,

(Inde)

Alinéa 5

Supprimer l'alinéa existant.

(Inde, Indonésie)

Modifier l'alinéa existant comme suit :

5) notant **que le marché des produits du commerce équitable au niveau mondial continue de croître** et que l'Union européenne est le plus grand marché de produits du commerce équitable, avec 60 à 70 pour cent des ventes mondiales,

(Suisse)

Alinéa 6

Modifier l'alinéa existant comme suit :

6) considérant que le commerce équitable doit reposer sur les principes de pérennité, **d'équité**, de transparence et d'égalité des sexes, de façon à réduire l'écart entre riches et pauvres,

(Inde)

Nouvel alinéa 6bis

Ajouter, après l'alinéa 6, un nouvel alinéa comme suit :

6bis) notant que le développement durable est également lié à la réforme du commerce des produits agricoles, qui doit traiter les problèmes engendrés par les distorsions sur les marchés agricoles mondiaux, et considérant que les initiatives de commerce équitable ne feront que compléter ces initiatives de réforme,

(Canada)

Alinéa 7

Modifier l'alinéa existant comme suit :

7) sachant qu'il faut ~~trouver~~ **réfléchir à** de nouveaux modes de financement du développement durable pour éradiquer la pauvreté et combattre les maladies,

(Chine)

Modifier l'alinéa existant comme suit :

7) sachant qu'il faut trouver de nouveaux modes de financement du développement durable pour éradiquer la pauvreté, **assurer l'éducation primaire pour tous, promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes**, et combattre les ~~maladies~~ **principales pandémies telles que le VIH et le paludisme,**

(France)

Modifier l'alinéa existant comme suit :

7) sachant qu'il faut trouver de nouveaux modes de financement, **entre autres mécanismes**, du développement durable pour éradiquer la pauvreté et combattre les maladies,

(Inde)

Modifier l'alinéa existant comme suit :

7) sachant qu'il faut ~~trouver de~~ **amplifier et étendre les** nouveaux modes de financement du développement durable pour éradiquer la pauvreté et combattre les maladies,

(Roumanie)

Nouveaux alinéas 7bis et 7ter

Ajouter, après l'alinéa 7, deux nouveaux alinéas comme suit :

7bis) convaincue de l'incidence des subventions importantes accordées par les pays développés à leur secteur agricole sur la production et l'épanouissement des activités des paysans des pays en développement,

7ter) consciente des difficultés qu'éprouvent certains gouvernements des pays en développement à accorder des subventions aux paysans et aux coopératives du secteur agricole, alors que ces agriculteurs ne bénéficient pas toujours d'un environnement favorable à l'exercice de leurs activités, ce qui influe sur leur production,

(Congo)

Alinéa 8

Modifier l'alinéa existant comme suit :

8) sachant **consciente** en outre qu'il faut **de l'impératif d'état de droit et de la nécessité** des systèmes judiciaires solides et indépendants pour rendre la justice avec diligence et efficacité afin de permettre le développement durable,

(Canada)

Alinéa 9

Fusionner et modifier les alinéas 9 et 21, en les reformulant comme suit :

9) consciente par ailleurs de la nécessité de faire face aux changements climatiques et au réchauffement de la planète, qu'il convient de considérer comme le fruit de l'activité de l'homme, et ~~de la nécessité d'accroître les investissements publics et privés et d'intensifier la coopération internationale afin d'améliorer la sécurité alimentaire face à la menace des changements climatiques,~~ 21) soulignant que les changements climatiques seront particulièrement préjudiciables aux pays en développement et que les mesures de financement **public, privé et international** visant à en prévenir ou en atténuer les effets et à réduire **l'insécurité alimentaire** et la pauvreté énergétique contribueront à la réalisation des OMD,

(Canada)

Modifier l'alinéa existant comme suit :

9) consciente par ailleurs de la nécessité de faire face aux changements climatiques et au réchauffement de la planète, qu'il convient de considérer comme le fruit de l'activité de l'homme, et de la nécessité d'accroître les investissements publics et privés et d'intensifier la coopération internationale **et les financements internationaux** afin d'améliorer la sécurité alimentaire face à la menace des changements climatiques,

(Inde)

Modifier l'alinéa existant comme suit :

9) consciente par ailleurs de la nécessité de faire face aux changements climatiques et au réchauffement de la planète, qu'il convient de considérer comme le fruit de l'activité de l'homme, et de la nécessité d'accroître les investissements publics et privés et d'intensifier la coopération internationale afin d'améliorer la sécurité alimentaire face à la menace des changements climatiques, **et considérant à cet égard que les responsabilités et obligations de tous les pays doivent reposer à tout moment sur les principes d'équité et de responsabilité commune mais différenciée,**

(République islamique d'Iran)

Alinéa 10

Modifier l'alinéa existant comme suit :

10) consciente en outre de la nécessité de disposer ~~de~~ **de nouveaux** instruments internationaux régissant le commerce international en vue d'assurer **un équilibre et** l'égalité des chances entre pays développés et pays en développement, et en leur sein, **dans le cadre des délibérations fructueuses du Programme de Doha pour le développement,**

(Indonésie)

Alinéa 11

Modifier l'alinéa existant comme suit :

11) consciente enfin de la nécessité d'atteindre les **objectifs de développement arrêtés au niveau international, dont les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD)**, de manière à accélérer le développement durable,

(Cuba)

Modifier l'alinéa existant comme suit :

11) consciente enfin de la nécessité d'atteindre **les objectifs de développement arrêtés au niveau international, dont les Objectifs du Millénaire pour le développement** ~~(OMD)~~ de manière à accélérer le développement durable,

(Inde)

Nouvel alinéa 11bis

Ajouter, après l'alinéa 11, un nouvel alinéa comme suit :

11bis) soulignant que les financements innovants sont indispensables à la mise en œuvre de l'agenda du développement pour l'après-2015,

(Roumanie)

Alinéa 13

Supprimer l'alinéa existant.

(Cuba, Indonésie)

Alinéa 14

Supprimer l'alinéa existant.

(Indonésie)

Alinéa 16

Remplacer le texte existant de l'alinéa 16 comme suit :

16) **soulignant que le respect des engagements internationaux existants sur l'aide au développement et des principes de l'efficacité de l'aide est crucial,**

(Canada)

Modifier l'alinéa existant comme suit :

16) confirmant que l'action des pays développés vis-à-vis de leurs engagements financiers ~~et des principes relatifs à l'efficacité de l'aide~~ est, pour l'instant, insuffisante pour que les OMD et autres objectifs de développement puissent être atteints,

(Cuba)

Modifier l'alinéa existant comme suit :

16) confirmant que l'action des pays développés vis-à-vis de leurs engagements financiers et ~~des principes relatifs à l'efficacité de l'aide est, pour l'instant, insuffisante~~ **est essentielle** pour que les ~~OMD~~ et autres **objectifs de développement arrêtés au niveau international, dont les Objectifs du Millénaire pour le développement**, puissent être atteints,

(Inde)

Alinéa 17

Modifier l'alinéa existant comme suit :

17) soulignant en outre que, étant donné l'ampleur des moyens financiers que nécessitent le développement durable **et la réalisation des OMD**, il convient de mobiliser des ressources financières auprès de l'ensemble des agents privés et publics, voire des deux et, ce, par divers moyens et instruments,

(Canada)

Modifier l'alinéa existant comme suit :

17) soulignant en outre que, étant donné l'ampleur des moyens financiers que nécessite le développement durable, il convient de mobiliser des ressources financières auprès de l'ensemble des agents privés et publics, voire des deux et, ce, par divers moyens et instruments, **en prenant des mesures pour prévenir le détournement de ces ressources vers des activités illicites**,

(Sénatrice Sonia Escudero, Argentine)

Alinéa 18

Supprimer l'alinéa existant.

(Canada, Chine, Inde,
Sénatrice Sonia Escudero, Argentine)

Modifier l'alinéa existant comme suit :

18) observant qu'un certain nombre de secteurs clés de l'économie mondiale, ~~tel que les secteurs maritime, aéronautique et financier internationaux~~, ne sont pas imposés dans certains pays en dépit de leurs externalités négatives,

(Cuba)

Alinéa 19

Modifier l'alinéa existant comme suit :

19) se félicitant de l'augmentation non négligeable des fonds placés par des fondations privées dans des projets de développement durable, **lesquels ne doivent être assortis d'aucune condition, ni exonérer les Etats de leur responsabilité envers les citoyens**,

(Sénatrice Sonia Escudero, Argentine)

Nouvel alinéa 19bis

Ajouter, après l'alinéa 19, un nouvel alinéa comme suit :

19bis) gardant présent à l'esprit que le commerce équitable ne doit pas servir de prétexte à l'application de politiques protectionnistes,

(Sénatrice Sonia Escudero, Argentine)

Alinéa 20

Modifier l'alinéa existant comme suit :

20) considérant l'importance croissante des envois de fonds des migrants dans le financement ~~du développement~~ des pays pauvres et à revenu intermédiaire,

(Cuba)

Modifier l'alinéa existant comme suit :

20) considérant l'importance croissante des envois de fonds des migrants dans le financement du développement des pays pauvres et à revenu intermédiaire, **et préoccupé par le coût souvent excessif de ces envois de fonds,**

(France)

Alinéa 21

Fusionner les alinéas 9 et 21 (voir plus haut la proposition relative à l'alinéa 9).

(Canada)

Modifier l'alinéa existant comme suit :

21) soulignant que les changements climatiques seront particulièrement préjudiciables aux pays en développement et que les mesures de financement visant à en prévenir ou en atténuer les effets **permettent aux pays en développement de s'adapter à ce phénomène** et à ~~réduire~~ **réduisent** la pauvreté énergétique ~~contribueront~~, **ce qui contribuera** à la réalisation des OMD,

(Cuba)

Modifier l'alinéa existant comme suit :

21) soulignant que les changements climatiques seront particulièrement préjudiciables aux pays en développement et que ~~les mesures de financement visant à en prévenir ou en atténuer les effets et à réduire la pauvreté énergétique contribueront à la réalisation des OMD~~ **ces derniers ont instamment besoin d'une aide financière et technologique pour pouvoir s'adapter aux effets néfastes de ces changements,**

(Inde)

Alinéa 22

Supprimer l'alinéa existant.

(Cuba, Inde)

Nouvel alinéa 22bis

Ajouter, après l'alinéa 22, un nouvel alinéa comme suit :

22bis) consciente que, pour jeter les bases d'une concurrence loyale dans une économie mondiale plus performante, le libre-échange peut stimuler tant la croissance que la lutte contre la pauvreté, en particulier dans la plupart des régions d'Afrique, et que la déréglementation et la suppression des droits de douane sont nécessaires pour que les produits accèdent à d'autres marchés et pour inspirer aux pays en développement le respect de la démocratie et de l'état de droit,

(Suède)

Nouveaux alinéas 22bis, 22ter, 22quater, 22quinquies, 22sexies et 22 septies

Ajouter, après l'alinéa 22, six nouveaux alinéas comme suit :

(22bis) sachant que les grands pays industrialisés monopolisent les technologies de pointe, exportent leurs produits manufacturés vers les pays en développement à des prix élevés et importent des matières premières à bas prix depuis ces pays, et qu'ils sont donc au centre des relations internationales et de l'économie mondiale, et que certaines de leurs monnaies sont utilisées pour le règlement des paiements internationaux,

(22ter) considérant que les grands pays industrialisés exercent une domination sur les institutions financières et commerciales internationales comme le Fonds monétaire international, la Banque mondiale et l'Organisation mondiale du commerce, et qu'ils imposent des conditions aux pays en développement en sachant parfaitement que la plupart des prêts et des aides accordés par les établissements de crédit à ces pays pour financer des projets spécifiques sont mal adaptés aux besoins réels des plans nationaux de développement,

(22quater) consciente que l'ouverture des marchés des pays en développement, qui produisent souvent des biens qu'ils ne consomment pas et consomment des biens qu'ils ne produisent pas, aggravée par une concurrence déloyale faisant que les puissants sont de plus en plus puissants et les faibles de plus en plus faibles, va conduire à l'échec du développement économique dans les pays en développement en raison des ressources limitées de ces derniers et de l'invasion des monopoles capitalistes qui conditionnent les forces du marché,

(22quinquies) rappelant la résolution 3201 (S-VI) par laquelle l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté la Déclaration concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international fondé sur les principes de justice et d'égalité souveraine des Etats, indépendamment de leurs systèmes politique, économique et social, et la Déclaration et Plan d'action de Lima de 1975 concernant le développement et la coopération industriels qui appelait à porter la part des pays en développement à au moins 25 pour cent de la production industrielle mondiale totale à l'horizon 2000,

(22sexies) consciente de la nécessité de préserver les exigences d'égalité, de souveraineté et d'indépendance d'une part, et les exigences de la coopération entre tous les Etats et les organismes internationaux, d'autre part, afin de concrétiser le concept de développement durable,

(22septies) consciente en outre que les pays économiquement avancés pratiquent le deux poids, deux mesures en appelant à la libéralisation des marchés dans les pays en développement lorsque leurs intérêts l'exigent, tout en appliquant et en soutenant des politiques protectionnistes, en imposant des restrictions commerciales pour protéger leurs industries nationales et en fermant leurs propres marchés à la concurrence,

(République arabe syrienne)

DISPOSITIF

Paragraphe 1

Modifier le paragraphe existant comme suit :

1. appelle les parlements à promouvoir et à soutenir le commerce équitable ~~et les autres initiatives de commerce encadrées par des organismes indépendants, qui contribuent~~ **visant** à l'amélioration des conditions sociales et environnementales et, de ce fait, à la réalisation des **objectifs de développement arrêtés au niveau international, dont les OMD**, ~~appelle l'Union européenne à continuer de promouvoir et soutenir le commerce équitable et les autres initiatives de commerce encadrées par des organismes indépendants et à mettre en œuvre l'article 23 i) de l'Accord de Cotonou ainsi que les dispositions de l'article 64 du Compendium des stratégies de coopération;~~

(Cuba)

Modifier le paragraphe existant comme suit :

1. appelle les parlements à promouvoir et à soutenir le commerce équitable et les autres initiatives de commerce encadrées par des organismes indépendants, qui contribuent à l'amélioration des conditions sociales et environnementales et, de ce fait, à la réalisation des OMD, appelle l'Union européenne à continuer de promouvoir et soutenir le commerce équitable et les autres initiatives de commerce encadrées par des organismes indépendants et à mettre en œuvre l'article 23 i) de l'Accord de Cotonou ~~ainsi que les dispositions de l'article 64 du Compendium des stratégies de coopération;~~

(France)

Modifier le paragraphe existant comme suit :

1. appelle les parlements à promouvoir et à soutenir le commerce équitable et les autres initiatives de commerce encadrées par des organismes indépendants, qui contribuent à l'amélioration des conditions sociales et environnementales et, de ce fait, à la réalisation des OMD **et à la mise en œuvre d'un agenda du développement pour l'après-2015**, ~~appelle l'Union européenne à continuer de promouvoir et soutenir le commerce équitable et les autres initiatives de commerce encadrées par des organismes indépendants et à mettre en œuvre l'article 23 i) de l'Accord de Cotonou ainsi que les dispositions de l'article 64 du Compendium des stratégies de coopération;~~

(Inde)

Scinder le paragraphe existant en deux paragraphes comme suit :

1. appelle les parlements à promouvoir et à soutenir le commerce équitable et les autres initiatives de commerce encadrées par des organismes indépendants, qui contribuent à l'amélioration des conditions sociales et environnementales et, de ce fait, à la réalisation des OMD,

 - 1bis.** appelle l'Union européenne à continuer de promouvoir et soutenir le commerce équitable et les autres initiatives de commerce encadrées par des organismes indépendants et à mettre en œuvre l'article 23 i) de l'Accord de Cotonou ainsi que les dispositions de l'article 64 du Compendium des stratégies de coopération;
- (Roumanie)

Scinder le paragraphe existant en deux paragraphes et le modifier comme suit :

1. appelle les parlements à promouvoir et à soutenir le commerce équitable et les autres initiatives de commerce encadrées par des organismes indépendants, qui contribuent à l'amélioration des conditions sociales et environnementales et, de ce fait, à la réalisation des OMD, **tout en reconnaissant le rôle subsidiaire de l'Etat dans la promotion des standards volontaires privés, tels que le commerce équitable,**

 - 1bis.** appelle l'Union européenne à continuer de promouvoir et soutenir le commerce équitable et les autres initiatives de commerce encadrées par des organismes indépendants et à mettre en œuvre l'article 23 i) de l'Accord de Cotonou ainsi que les dispositions de l'article 64 du Compendium des stratégies de coopération;
- (Suisse)

Paragraphe 2

Modifier le paragraphe existant comme suit :

2. appelle en outre les pays développés à donner des moyens financiers aux pays en développement, par le truchement de leurs mécanismes de coopération ~~en matière de développement, pour leur permettre d'élaborer de nouveaux produits de commerce équitable, et faire en sorte que les consommateurs aient accès à toutes les informations nécessaires pour faire les bons choix;~~
- (Cuba)

Modifier le paragraphe existant comme suit :

2. appelle en outre les pays développés à donner des moyens financiers **prévisibles** aux pays en développement, par le truchement de leurs mécanismes de coopération en matière de développement, pour leur permettre d'élaborer de nouveaux produits de commerce équitable, et faire en sorte que les consommateurs aient accès à toutes les informations nécessaires pour faire les bons choix;
- (République islamique d'Iran)

Paragraphe 3

Modifier le paragraphe existant comme suit :

3. demande que le commerce équitable respecte les normes pertinentes telles qu'établies par Fair Trade International, qui prévoient entre autres des critères minimaux et progressifs destinés à garantir que tous les produits portant la certification commerce équitable soient élaborés et commercialisés selon des normes de justice économique et sociale et dans le respect de l'environnement, **en accordant une attention particulière aux conditions de travail afin d'éviter l'exploitation par le travail, en général, et le travail des enfants, en particulier;**

(Espagne)

Modifier le paragraphe existant comme suit :

3. demande que le commerce équitable **soit basé sur les principes tels que définis dans la Charte des Principes sur le commerce équitable¹** ~~respecte les normes pertinentes telles qu'établies par Fair Trade International, qui prévoient entre autres des critères minimaux et progressifs destinés à garantir~~ et que tous les produits portant la certification commerce équitable soient élaborés et commercialisés selon des normes de justice économique et sociale et dans le respect de l'environnement;

(Suisse)

Nouveau paragraphe 3bis

Ajouter, après le paragraphe 3, un nouveau paragraphe comme suit :

- 3bis. demande que des procédures de certification du commerce équitable soient mises en place sous l'autorité des Etats et dans le cadre des organisations régionales compétentes en matière de commerce et de l'OMC;**

(France)

Ajouter, après le paragraphe 3, un nouveau paragraphe comme suit :

- 3bis. engage les gouvernements des pays développés et en développement à n'épargner aucun effort pour garantir la sécurité juridique, notamment en matière de connaissance générale des lois et de leur rétroactivité, à titre de protection des citoyens dans toutes leurs interactions, notamment celles qui sont liées au commerce équitable;**

(Espagne)

Nouveaux paragraphes 3bis et 3ter

Ajouter, après le paragraphe 3, deux nouveaux paragraphes comme suit :

- 3bis. plaide pour une action nationale plus forte et un soutien international plus poussé afin d'accompagner la mise en place de capacités nationales d'exportation productives et compétitives ainsi que d'un soutien logistique au commerce pour les pays en développement, notamment en Afrique, les PMA, les pays en développement sans littoral, les petits Etats insulaires en développement et les autres petites économies structurellement faibles et vulnérables;**

¹ http://www.fairtrade.net/what_is_fairtrade.html

3ter. recommande l'utilisation optimale de l'initiative "Aide pour commerce", qui occupe une place croissante dans le discours sur l'aide internationale depuis qu'elle a été introduite par l'OMC en 2005, et qui a mobilisé des ressources pour l'aide liée au commerce; note que cette initiative pose comme principe que, pour tirer pleinement parti du commerce international, les pays en développement, notamment les PMA, ont besoin d'une aide financière ciblée pour une assistance technique liée au commerce, pour renforcer leurs capacités de production et leurs infrastructures, et d'un soutien à l'ajustement lié au commerce; note en outre qu'une aide pour le commerce adéquate, efficace et axée sur les résultats, ainsi que son importance prioritaire dans les stratégies globales de développement, sont nécessaires, et considère que ces objectifs exigent des pays bénéficiaires qu'ils intègrent les questions commerciales dans leurs stratégies globales de développement national et régional pour assurer la cohérence entre commerce et développement, notamment à travers le Cadre intégré renforcé pour les PMA;

(Indonésie)

Paragraphe 4

Modifier le paragraphe existant comme suit :

4. exhorte les parlements et les gouvernements à étudier précisément les nouveaux modes de financement, **entre autres moyens de financement**, nécessaires pour répondre aux besoins de développement et à définir des instruments et mécanismes potentiels d'affectation des ressources;

(Inde)

Nouveau paragraphe 4bis

Ajouter, après le paragraphe 4, un nouveau paragraphe comme suit :

4bis. demande aux parlements et aux gouvernements des pays en développement, en particulier ceux au Sud du Sahara, d'adopter des politiques agricoles ambitieuses prévoyant la mise en place des mécanismes d'appui aux activités des "petits agriculteurs", en tenant compte des règles du commerce équitable;

(Congo)

Paragraphe 5

Modifier le paragraphe existant comme suit :

5. encourage les parlements et les gouvernements à étudier le potentiel des nouveaux modes de financement ci-après aux plans national, régional et/ou international **sur une base volontaire** :

- [...]

(Chine)

Modifier le paragraphe existant comme suit :

5. encourage les parlements et les gouvernements à étudier le potentiel des nouveaux modes de financement ci-après aux plans national, régional et/ou international **sur une base volontaire et en fonction des conditions et des priorités nationales** :

- [...]

(Inde)

Modifier le premier sous-alinéa comme suit :

- l'application d'une taxe aux transactions financières, qui pourrait prendre différentes formes, **toujours dans le cadre d'accords globaux et en évitant déséquilibres et carences dans leur mise en œuvre;**

(Espagne)

Supprimer le deuxième sous-alinéa.

(Cuba,
Sénatrice Sonia Escudero, Argentine)

Supprimer le troisième sous-alinéa.

(Inde,
Sénatrice Sonia Escudero, Argentine)

Modifier le quatrième sous-alinéa comme suit :

- l'établissement de partenariats public-privé visant à combattre les grandes maladies, tels que l'Alliance mondiale pour les vaccins et la vaccination, **le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme**, et la campagne efficace du Rotary International visant à éradiquer le paludisme; et

(Canada)

Modifier le quatrième sous-alinéa comme suit :

- l'établissement de partenariats public-privé visant à **protéger la santé publique et à combattre les grandes maladies**, tels que **la Facilité internationale de financement pour la vaccination, à l'appui des campagnes de vaccination de GAVI**, l'Alliance mondiale pour les vaccins et la vaccination et la campagne efficace du Rotary International visant à éradiquer le paludisme; et

(Roumanie)

Ajouter un nouveau sous-alinéa après le quatrième sous-alinéa comme suit :

- **les dispositifs de coopération Sud-Sud tels que ceux qui sont placés sous l'égide de l'Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique - Traité de commerce des Peuples (ALBA-TCP);**

(Cuba)

Paragraphe 6

Modifier le paragraphe existant comme suit :

6. ~~prie instamment encourage~~ les parlements ~~de à~~ jouer un rôle actif tant par la législation, que par des mesures réglementaires ~~pour alléger les taxes et droits prélevés sur les produits du commerce équitable~~ et par d'autres programmes de promotion des produits du commerce équitable;

(Canada)

Modifier le paragraphe existant comme suit :

6. ~~prie instamment~~ **invite** les parlements ~~de à~~ jouer un rôle actif tant par la législation que par des mesures réglementaires pour alléger les taxes et droits prélevés sur les produits du commerce équitable;

(Cuba)

Paragraphe 7

Modifier le paragraphe existant comme suit :

7. demande aux parlements et aux gouvernements de ~~mieux prendre en compte~~ **permettre** les envois de fonds des migrants ~~dans la définition des stratégies de développement et l'élaboration de leur financement et souligne que les pays d'accueil de travailleurs migrants ne doivent pas imposer des restrictions sur les envois de fonds des expatriés vers leur pays d'origine car il s'agit d'~~ **vers leur pays d'origine, en veillant à ce que ces transferts, bien que représentant** une source ~~cruciale~~ de devises ~~pour~~ **ces pays** qui les aide à atténuer leur crise financière et économique et à combler leur déficit financier, **ne portent pas préjudice aux économies des pays d'accueil;**

(Congo)

Modifier le paragraphe existant comme suit :

7. demande aux parlements et aux gouvernements de mieux prendre en compte les envois de fonds des migrants dans la définition des stratégies de développement et l'élaboration de leur financement ~~et souligne que les pays d'accueil de travailleurs migrants ne doivent pas imposer des restrictions sur les envois de fonds des expatriés vers leur pays d'origine car il s'agit d'une source cruciale de devises pour ces pays qui les aide à atténuer leur crise financière et économique et à combler leur déficit financier;~~

(Cuba)

Modifier le paragraphe existant comme suit :

7. demande aux parlements et aux gouvernements de mieux prendre en compte les envois de fonds des migrants dans la définition des stratégies de développement et l'élaboration de leur financement et souligne que les pays d'accueil de travailleurs migrants ne doivent pas imposer des restrictions **indues sur les aux** envois de fonds ~~des~~ **expatriés de ces travailleurs** vers leur pays d'origine ~~car~~ **mais doivent au contraire en alléger le coût étant donné qu'il** s'agit d'une source cruciale de devises pour ces pays qui les aide ~~à atténuer leur crise financière et économique et à combler leur déficit financier;~~

(France)

Modifier le paragraphe existant comme suit :

7. demande aux parlements et aux gouvernements de mieux prendre en compte les envois de fonds des migrants dans la définition des stratégies de développement et l'élaboration de leur financement et souligne que les pays d'accueil de travailleurs migrants ne doivent pas imposer des restrictions sur les envois de fonds des expatriés vers leur pays d'origine car il s'agit d'une source cruciale de devises pour ces pays qui

les aide à atténuer leur crise financière et économique et à combler leur déficit financier; **et considère que les mécanismes visant à abaisser le coût des envois de fonds doivent être renforcés comme l'ont proposé des organismes internationaux tels que la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement à sa session tenue à Genève en février 2011, dans le prolongement des propositions du G20 qui a fait de cette question l'un de ses objectifs dans ses plans d'action pluriannuels;**

(Espagne)

Nouveau paragraphe 7bis

Ajouter, après le paragraphe 7, un nouveau paragraphe comme suit :

7bis. prie instamment les parlements et les gouvernements d'encourager la formation financière et l'esprit d'entreprise chez les travailleurs migrants et leurs familles afin de maximiser le potentiel de développement des envois de fonds;

(Philippines)

Paragraphe 8

Modifier le paragraphe existant comme suit :

8. ~~demande en outre aux~~ **invite les** parlements et ~~aux les~~ **gouvernements d'** à étudier la possibilité de créer une loterie mondiale pour financer des mesures de lutte contre la faim, conformément à ce qu'a proposé le Programme alimentaire mondial, sur le modèle du projet "Digital Food";

(Cuba)

Modifier le paragraphe existant comme suit :

8. demande en outre aux parlements et aux gouvernements d'étudier la possibilité de créer une ~~loterie~~ **caisse** mondiale pour financer des mesures de lutte contre la faim **et la malnutrition**, conformément à ce qu'a proposé le Programme alimentaire mondial, sur le modèle du projet "Digital Food";

(Inde)

Modifier le paragraphe existant comme suit :

8. demande en outre aux parlements et aux gouvernements d'étudier la possibilité de créer une loterie mondiale pour financer des mesures de lutte contre la faim, conformément à ce qu'a proposé le Programme alimentaire mondial, sur le modèle du projet "Digital Food", **ou d'allouer à ces programmes une partie des recettes des jeux de hasard, le cas échéant;**

(Espagne)

Paragraphe 9

Modifier le paragraphe existant comme suit :

9. souligne que ces apports financiers novateurs ne doivent pas représenter une charge supplémentaire pour les pays en développement, **qu'ils doivent compléter les flux d'aide publique au développement existants sans réduction de leur montant**, qu'ils doivent être compatibles avec une stratégie de développement centrée sur les OMD et, dans toute la mesure du possible, prévisibles et durables;

(France)

Modifier le paragraphe existant comme suit :

9. souligne que ces apports financiers novateurs ne doivent pas représenter une charge supplémentaire pour les pays en développement, qu'ils doivent être compatibles avec une stratégie de développement centrée sur ~~les OMD~~ **un agenda du développement pour l'après-2015** et, dans toute la mesure du possible, prévisibles et durables;

(Inde)

Paragraphe 10

Modifier le paragraphe existant comme suit :

10. souligne également que la transparence des mécanismes novateurs de financement et leur examen par le public sont des conditions indispensables à leur mise en place; propose que les programmes en place fassent l'objet d'études de cas visant à définir des orientations, et demande que les mécanismes disparates de contrôle et d'évaluation soient harmonisés de manière à réduire le coût des transactions et à permettre d'évaluer de manière indépendante le fonctionnement des nouveaux modes de financement et de leur effet sur le développement, **sachant que tout ceci doit être conforme aux priorités nationales et aux législations nationales**;

(Cuba)

Paragraphe 11

Modifier le paragraphe existant comme suit :

11. met en garde contre le risque d'associer des structures complexes aux mécanismes novateurs de financement, ~~de façon à pouvoir garantir~~ **risquant d'empêcher** une affectation transparente des ressources qui en découlent aux projets de développement, à en faciliter l'examen pour le public et à permettre de mesurer correctement leur contribution à la réalisation des objectifs de développement;

(Cuba)

Paragraphe 13

Modifier le paragraphe existant comme suit :

13. plaide pour la coordination des activités des ONG pertinentes et pour une meilleure utilisation des programmes existants et de l'expérience acquise, ~~notamment par des références croisées~~;

(Canada)

Paragraphe 14

Sans objet en français.

(Canada)

Modifier le paragraphe existant comme suit :

14. exhorte les parlements et les gouvernements des pays développés et en développement à amplifier leurs efforts dans le domaine fiscal, surtout en ce qui concerne le recouvrement d'impôt et la lutte contre la fraude fiscale, notamment contre la fuite des capitaux vers des paradis fiscaux, ce qui est essentiel pour conduire une politique budgétaire de qualité et accroître les recettes des Etats, et suppose en particulier de reconnaître et de protéger les droits de propriété, de disposer d'un registre foncier et d'améliorer le climat du commerce et de l'investissement dans les pays en développement **et développés**;

(Cuba)

Modifier le paragraphe existant comme suit :

14. exhorte les parlements et les gouvernements des pays développés et en développement à **promouvoir la coopération internationale dans la lutte contre l'évasion fiscale et** à amplifier leurs efforts dans le domaine fiscal, surtout en ce qui concerne le recouvrement d'impôt et la lutte contre la fraude fiscale, notamment contre la fuite des capitaux vers des paradis fiscaux, ce qui est essentiel pour conduire une politique budgétaire de qualité et accroître les recettes des Etats, et suppose en particulier de reconnaître et de protéger les droits de propriété, de disposer d'un registre foncier et d'améliorer le climat du commerce et de l'investissement dans les pays en développement;

(Espagne)

Modifier le paragraphe existant comme suit :

14. exhorte les parlements et les gouvernements des pays développés et en développement à amplifier leurs efforts dans le domaine fiscal, surtout en ce qui concerne le recouvrement d'impôt et la lutte contre la fraude fiscale, notamment contre la fuite des capitaux vers des paradis fiscaux, ce qui est essentiel pour conduire une politique budgétaire de qualité et accroître les recettes des Etats, et suppose en particulier de reconnaître et de protéger les droits de propriété, de disposer d'un registre foncier et d'améliorer le climat du commerce et de l'investissement ~~dans les pays en développement~~;

(Sénatrice Sonia Escudero, Argentine)

Nouveau paragraphe 14bis

Ajouter, après le paragraphe 14, un nouveau paragraphe comme suit :

- 14bis. appelle au renforcement et à l'élargissement de l'Initiative pour la transparence des industries extractives (ITIE) comme moyen d'améliorer la transparence des revenus et la responsabilisation dans les industries extractives, et invite les parlements à soutenir et suivre de près les processus de l'ITIE dans leurs pays respectifs;**

(Roumanie)

Paragraphe 15

Modifier le paragraphe existant comme suit :

15. invite les gouvernements des pays développés à amplifier leur aide aux autorités fiscales, au pouvoir judiciaire et aux organes de lutte contre la corruption des pays en développement, **sur la demande des pays bénéficiaires**;
- (Cuba)

Modifier le paragraphe existant comme suit :

15. invite les gouvernements des pays développés à amplifier leur aide aux autorités fiscales, au pouvoir judiciaire et aux organes de lutte contre la corruption des pays en développement, **et recommande aux parlements des pays développés donateurs de mettre en place un organe national de coordination, une sorte de Conseil de l'APD "verte", chargé d'orienter l'APD vers la croissance "verte", notamment en transférant des technologies "vertes" aux pays en développement et en promouvant la mise au point par ces pays de technologies "vertes"**;
- (République de Corée)

Paragraphe 16

Modifier le paragraphe existant comme suit :

16. invite en outre les gouvernements des pays développés à lutter contre la corruption active dont se rendent coupables ~~dans des pays en développement~~ des sociétés domiciliées sur leur propre territoire;
- (Inde)

Modifier le paragraphe existant comme suit :

16. invite en outre les gouvernements des pays développés à lutter contre **tous les faits de** ~~la corruption active~~ dont se rendent coupables dans des pays en développement des sociétés domiciliées sur leur propre territoire;
- (Suède)

Paragraphe 17

Modifier le paragraphe existant comme suit :

17. exhorte les pays en développement **et les pays développés** à intensifier leurs efforts de lutte contre la corruption en mettant en place des systèmes judiciaires efficaces et impartiaux, de manière à mieux rentabiliser les dépenses et investissements publics;
- (Cuba)

Modifier le paragraphe existant comme suit :

17. exhorte les pays en développement à intensifier leurs efforts de lutte contre la corruption en mettant en place des systèmes judiciaires et **juridiques** efficaces ~~et impartiaux~~, de manière à mieux rentabiliser les dépenses et investissements publics;
- (Roumanie)

Modifier le paragraphe existant comme suit :

17. exhorte les pays ~~en développement~~ à intensifier leurs efforts de lutte contre la corruption en mettant en place des systèmes judiciaires efficaces et impartiaux, de manière à mieux rentabiliser les dépenses et investissements publics;

(Sénatrice Sonia Escudero, Argentine)

Nouveau paragraphe 17bis

Ajouter, après le paragraphe 17, un nouveau paragraphe comme suit :

- 17bis. invite les parlements et les gouvernements à promouvoir la notion de commerce équitable auprès des consommateurs, des producteurs et des distributeurs comme moyen plus équitable et plus durable de conduire leurs activités et de commercer;**

(Philippines)

Paragraphe 18

Supprimer le paragraphe existant.

(Cuba,
Sénatrice Sonia Escudero, Argentine)

Modifier le paragraphe existant comme suit :

18. appelle les gouvernements et les ONG à œuvrer à la réalisation des engagements ~~qu'ils ont pris en vertu de l'Accord de Copenhague et des autres accords internationaux sur les technologies vertes~~ **relatifs aux changements climatiques, et encourage les parlements et les gouvernements à étudier de manière approfondie les possibilités d'instauration de mécanismes de financement innovants pour aider les pays en développement à lutter contre le changement climatique;**

(France)

Modifier le paragraphe existant comme suit :

18. appelle les gouvernements ~~et les ONG~~, **en particulier ceux des pays développés**, à œuvrer à la réalisation des engagements qu'ils ont pris en vertu de ~~l'Accord de Copenhague et des autres accords internationaux sur les technologies vertes~~ **la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC);**

(Inde)

Nouveau paragraphe 18bis

Ajouter, après le paragraphe 18, un nouveau paragraphe comme suit :

- 18bis. demande aux parlements d'adopter des mesures visant à promouvoir le commerce équitable, notamment en inscrivant cette matière dans les programmes scolaires et en menant des campagnes d'information sur ses retombées positives, notamment pour la lutte contre la pauvreté et le développement durable;**

(Philippines)

Nouveaux paragraphes 18bis et 18ter

Ajouter, après le paragraphe 18, deux nouveaux paragraphes comme suit :

18bis. recommande aux pays développés de tenir leurs engagements de consacrer 0,7 pour cent de leur RNB d'ici 2015 à l'aide aux pays en développement, pour leur permettre entre autres de soutenir le secteur agricole;

18ter. exhorte les pays développés d'observer les règles du commerce équitable dans le financement de leur secteur agricole, ceci pour éviter de désavantager la production des paysans des pays en développement;

(Congo)

Paragraphe 19

Modifier le paragraphe existant comme suit :

19. appelle en outre tous les gouvernements, en particulier ceux des pays en développement, à œuvrer à la réalisation du développement durable en améliorant le niveau d'instruction des citoyens, **en garantissant à tous l'éducation primaire, en assurant l'égalité des sexes dans tous les domaines de la formation** et en donnant aux groupes défavorisés les moyens de s'émanciper, **et encourage les parlements et les gouvernements à étudier de manière approfondie les possibilités d'instauration de mécanismes de financement innovants pour l'éducation;**

(France)

Modifier le paragraphe existant comme suit :

19. appelle en outre tous les gouvernements, ~~en particulier ceux des pays en développement,~~ à œuvrer à la réalisation du développement durable en améliorant le niveau d'instruction des citoyens et en donnant aux groupes défavorisés les moyens de s'émanciper;

(Inde)

Modifier le paragraphe existant comme suit :

19. appelle en outre tous les gouvernements **et parlements**, en particulier ceux des pays en développement, à œuvrer à la réalisation du développement durable en améliorant le niveau d'instruction des citoyens et en donnant aux **femmes, enfants et autres** groupes défavorisés les moyens de s'émanciper;

(Suède)

Modifier le paragraphe existant comme suit :

19. appelle en outre tous les gouvernements, en particulier ceux des pays en développement, à œuvrer à la réalisation du développement durable en **mettant en œuvre des mesures pour l'égalité hommes-femmes**, en améliorant le niveau d'instruction des citoyens et en donnant aux groupes défavorisés les moyens de s'émanciper;

(Sénatrice Sonia Escudero, Argentine)

Nouveau paragraphe 19bis

Ajouter, après le paragraphe 19, un nouveau paragraphe comme suit :

19bis. plaide pour la dynamisation des filières Sud-Sud du commerce équitable et pour une localisation de la plus grande partie possible de la transformation des produits du commerce équitable dans le pays d'origine;

(France)

Ajouter, après le paragraphe 19, un nouveau paragraphe comme suit :

19bis. invite les gouvernements, les donateurs, les ONG et le secteur privé à réfléchir à la mise en œuvre de mécanismes de financement innovants pour l'éducation tels que le Fonds de capital à risque pour l'éducation ("Education Venture Fund"), les obligations pour le développement issues de conversions de créances ("Debt Conversion Development Bonds"), les obligations à l'intention des communautés expatriées ("Diaspora Bonds") et le Fonds d'épargne des voyageurs pour le développement ("Travellers Savings Fund for Development"), et à promouvoir les partenariats public-privé, les collectes de fonds privées et les micro-dons comme moyens de surmonter les inégalités en matière d'éducation;

(Roumanie)

Ajouter, après le paragraphe 19, un nouveau paragraphe comme suit :

19bis. encourage les parlements à promouvoir l'accès des femmes aux postes de décision et de direction dans le secteur productif, en particulier dans les conseils d'administration des entreprises publiques et privées;

(Sénatrice Sonia Escudero, Argentine)

Paragraphe 21

Modifier le paragraphe existant comme suit :

21. invite les Etats ~~qui ne l'ont pas encore fait à rejoindre le Groupe pilote sur les financements innovants pour le développement fondé en 2006,~~ et à participer à tous les dispositifs **innovants** ~~existants~~ de financement du développement durable;

(Canada)

Nouveau paragraphe 21bis

Ajouter, après le paragraphe 21, un nouveau paragraphe comme suit :

21bis. invite les parlements des pays développés à arrêter une politique de promotion du commerce équitable visant à combler le fossé entre riches et pauvres;

(République islamique d'Iran)

Paragraphe 22

Modifier le paragraphe existant comme suit :

22. appelle les parlementaires et l'UIP à jouer un rôle central en faveur du commerce équitable, dans une perspective de développement durable, **notamment en mettant en place un environnement économique favorable aux acteurs de terrain des pays en développement;**

(République islamique d'Iran)

Nouveau paragraphe 22bis

Ajouter, après le paragraphe 22, un nouveau paragraphe comme suit :

- 22bis. demande aux pays développés de respecter le principe du traitement spécial et différencié énoncé par l'Organisation mondiale du commerce comme un avantage consenti aux pays dont la croissance économique et sociale est faible;**

(Sénatrice Sonia Escudero, Argentine)

Nouveaux paragraphes 22bis, 22ter, 22quater, 22quinquies, 22sexies et 22septies

Ajouter, après le paragraphe 22, six nouveaux paragraphes comme suit :

- 22bis. demande que les produits nationaux et les industries naissantes et émergentes soient protégés de la concurrence étrangère, en particulier lorsque la production des produits industriels ou agricoles revient plus cher que pour ceux qui sont produits à l'étranger;**
- 22ter. demande en outre que les économies nationales soient protégées contre les changements internationaux et régionaux et les grandes crises économiques qui conduisent à l'inflation, à la déflation et à la récession;**
- 22quater. considère que la création de nouvelles industries aidera à résoudre les problèmes de chômage parce que les mesures protectionnistes contribueront à relever le prix des marchandises étrangères et, partant, à stimuler la demande pour les produits nationaux, à favoriser les industries nationales et à créer de nouveaux emplois;**
- 22quinquies. souligne la nécessité de parvenir à l'autosuffisance et à la sécurité alimentaire tout en garantissant une production minimale de matières premières stratégiques comme l'énergie;**
- 22sexies. souligne aussi la nécessité de réformer les structures institutionnelles tout en renforçant les systèmes judiciaires existants afin qu'ils puissent rendre la justice et imposer l'égalité et l'état de droit;**

22septies. souligne en outre la nécessité de promouvoir une culture qui rejette les pratiques corrompues comme l'extorsion, le népotisme, la fraude et la manipulation de la qualité et des spécifications, tout en instaurant des règles juridiques pour les combattre de manière impartiale, juste et équitable.

(République arabe syrienne)

Nouveaux paragraphes 22bis, 22ter, 22quater, 22quinquies, 22sexies, 22septies et 22octies

Ajouter, après le paragraphe 22, sept nouveaux paragraphes comme suit :

22bis. invite les parlements à se mobiliser contre la fiscalité internationale car elle incite à la spéculation financière à courte vue;

22ter. invite en outre les parlements à s'opposer à la fiscalité internationale, notamment aux taxes sur les transactions financières, car la levée de l'impôt doit rester une prérogative nationale;

22quater. prie instamment les parlements d'agir pour promouvoir la participation égale des femmes et des hommes à la prise de décision et pour combler l'écart entre les femmes et les hommes dans l'accès aux ressources, et souligne que l'égalité des sexes est encore hors d'atteinte pour la plupart des femmes dans le monde;

22quinquies. appelle les parlements à veiller à ce que les travailleurs bénéficient d'un traitement juste et humain dans le monde entier;

22sexies. souligne l'importance du rôle joué par le commerce équitable pour que les produits échangés ne soient pas entachés par des atteintes aux droits de l'homme et au droit du travail;

22septies. encourage les gouvernements et les parlements à soutenir les investissements privés qui renforcent et structurent le commerce équitable, en particulier pour que le secteur privé contribue à relever les défis du développement;

22octies. souligne que le commerce équitable contribue à émanciper les femmes, les aide à réaliser pleinement leur potentiel et à obtenir le respect qu'elles méritent de la part de leurs communautés, et souligne en outre que le commerce équitable peut émanciper les femmes grâce aux possibilités d'éducation et d'accès au leadership qu'il recèle.

(Suède)